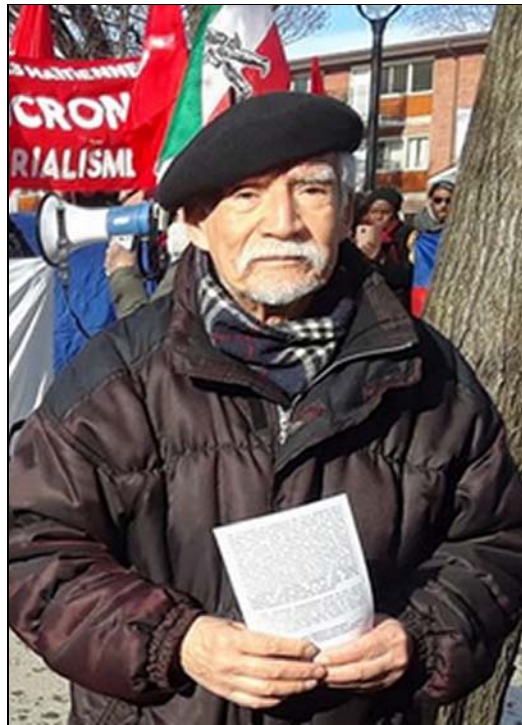


Numéro 23 - 11 avril 2020

In Memoriam
Miguel Angel Cespedes Pino



22 juillet 1942 - 6 avril 2020

C'est le coeur lourd que nous vous informons que la COVID-19 a emporté notre camarade Miguel Angel Cespedes Pino à Montréal le 6 avril. Miguel avait 77 ans. Nous avons été informés qu'il est décédé paisiblement dans son sommeil.

Miguel est né au Chili le 22 juillet 1942. Il a quitté son pays natal pendant la dictature Pinochet, d'abord pour étudier et travailler en France. Puis il est venu vivre et travailler au Québec où il s'est rapidement joint au travail pour défendre les droits de tous et toutes, défendre la souveraineté des peuples du monde et lutter pour la cause de faire du Canada une zone de paix. Au cours de ce travail, il est devenu membre du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) et membre fondateur du Parti marxiste-léniniste du Québec, défendant toujours le droit du Québec à l'autodétermination et les droits de tous contre les attaques racistes et autres actes d'injustice organisés par l'État.

Miguel était un artiste très talentueux. Il a travaillé comme étalagiste une bonne

partie de sa vie, à La Baie sur la rue Sainte-Catherine, au centre-ville de Montréal. Après sa retraite, il a pu se consacrer à son art. Ses peintures complexes et colorées de formes géométriques et ses représentations de ces formes en trois dimensions qu'il exposait chaque fois qu'il le pouvait apportaient une grande joie à ses collègues et amis qui savouraient sa douce joie de vivre et appréciaient sa fidélité aux principes qu'il a défendus toute sa vie.

Nous adressons nos plus sincères condoléances à ses camarades du Parti et à ses nombreux amis. Nos plus sincères condoléances vont également à sa famille, à ses frères et soeurs et à ses nombreux neveux et nièces, qu'il chérissait beaucoup. Nos pensées et notre reconnaissance vont tout particulièrement à sa chère voisine et amie, Nancy, qui a veillé sur lui pendant de nombreuses années, tout comme Miguel a veillé sur elle.

« C'est la plus grande des tristesses, écrit Nancy. Nous perdons chacun de nous un ami, une personne d'exception qui a changé nos vies. Je réalise, pour ma part, que c'est mon quotidien qui sera changé, depuis quatorze ans Miguel et moi prenions soin l'un de l'autre, c'est un ami qui au fil des années m'a nourrie d'histoires, de projets, d'amour et c'est dans ce triste confinement que ma fille et moi allons réaliser cette perte énorme dans nos vies. Je suis de tout coeur avec vous. Dans l'espace de nos confinements, je vous souhaite de réussir à trouver le réconfort auprès de ceux qu'on aime. »

Miguel était toujours présent, beau temps, mauvais temps, froid glacial ou chaleur épuisante, aux piquetages mensuels contre le blocus brutal des États-Unis contre Cuba, et à toutes les actions d'appui aux luttes des peuples haïtien, palestinien, vénézuélien et des autres peuples du monde qui luttent vaillamment pour leur droit d'être. Très préoccupé par l'intégration du Canada à la machine de guerre américaine et par sa politique d'apaisement face aux guerres d'agression et d'occupation des impérialistes américains et leurs coups d'État dans les Amériques, Miguel a été un fervent partisan de l'union des Montréalais de toutes les nationalités pour soutenir les peuples de Cuba, d'Haïti, du Venezuela, du Brésil, de la Bolivie et d'autres pays. Dévoué à la cause de faire du Canada une zone de paix, il a fait tout son possible pour recueillir des signatures pour réclamer la paix dans la péninsule coréenne et pour que le peuple ne soit pas divisé par la désinformation organisée par l'État qui propage l'islamophobie et autres choses du genre. Lorsque le peuple de son pays natal s'est soulevé en 2019, il s'est joint de tout coeur à sa lutte pour se débarrasser une fois pour toutes de la Constitution de Pinochet. Tous ensemble, nous avons chanté l'hymne *Stand Up and Sing - Victory Will Be Ours !* que nous te dédions, notre très cher Miguel, en cette triste occasion.

Par décision du Comité central du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), le nom de Miguel Cespedes sera ajouté au Monument commémoratif du Parti au cimetière Beechwood à Ottawa.

Miguel, tu es pour toujours avec nous, dans nos coeurs, comme l'une de ces personnes précieuses qui ont pris position pour le progrès de la société, qui partagent avec camarades, familles, collègues et amis toutes les préoccupations que l'humanité a en commun. À ta manière tranquille et déterminée, ta vie nous a montré : *Que seul par la lutte serons-nous invaincus.*

Des sujets de préoccupations devant le déroulement de la pandémie de COVID-19

- **La pandémie révèle la nouvelle direction dont le Canada a besoin**
 - *Pauline Easton et K.C. Adams* -
 - **Le gouvernement Trudeau utilise la pandémie pour servir des intérêts privés**
 - *Louis Lang* -
 - **« Le peuple » n'est pas le problème, il est la solution**
 - *Steve Rutchinski* -
 - **Les paroles et les actes du gouvernement**
 - *T. Sullivan* -
- **Ouvrez immédiatement les frontières du Canada aux réfugiés!**
 - *Diane Johnston* -
- **Des augmentations de salaire comme très mauvais poisson d'avril**

Crise mondiale dans le secteur pétrolier

- **Des réunions virtuelles internationales sur la réduction de la production de pétrole**

Palestine

- **L'occupant intensifie son activité criminelle durant la pandémie**

À titre d'information

- **Mise à jour sur la pandémie mondiale, pour la semaine terminée le 11 avril**

Des sujets de préoccupations devant le déroulement de la pandémie de COVID-19

La pandémie révèle la nouvelle direction dont le Canada a besoin

- Pauline Easton et K.C. Adams -

Les périodes de crise ont tendance à révéler la vérité d'une situation d'une manière brutale et souvent étonnante. Après l'annonce par le Canada de la ratification de la nouvelle version de l'accord commercial de l'ALÉNA avec les États-Unis et le Mexique, la réalité d'une relation commerciale qu'on dit être à l'avantage réciproque s'est révélée dans toute sa laideur.

Le président américain Donald Trump a annoncé lors d'un point de presse à la Maison-Blanche le 3 avril 2020 qu'il invoquerait la *Loi sur la production de défense* pour empêcher les entreprises américaines de vendre des respirateurs N95, des masques chirurgicaux, des gants et autres équipements de protection individuelle à d'autres pays, dont le Canada et le Mexique. Il a promulgué un décret-loi qui donne à l'Agence fédérale de gestion des situations d'urgence (FEMA) le pouvoir « d'allouer à l'usage domestique » plusieurs types d'équipements médicaux personnels

de protection qui seraient autrement exportés.

« La politique des États-Unis est d'empêcher les courtiers, distributeurs et autres intermédiaires nationaux de détourner ce matériel vers l'étranger », peut-on lire dans le décret-loi, qui donne à la FEMA une certaine latitude pour ordonner « le cas échéant » l'arrêt des exportations.



« Nous avons besoin de ces articles immédiatement pour un usage domestique. Nous devons les avoir », a déclaré le président Trump lors de son point de presse quotidien au cours duquel il a traité les exportateurs de fournitures médicales d'« acteurs et profiteurs sans scrupules ».

Le fabricant de produits médicaux 3M, dont le siège social est à Saint-Paul, au Minnesota, et qui possède des usines dans le monde entier, a déclaré dans un communiqué que le gouvernement américain lui a ordonné de cesser d'envoyer des masques de protection respiratoire N95 au Canada et en Amérique latine. « L'administration a exigé également que 3M cesse d'exporter des respirateurs que nous fabriquons aux États-Unis vers les marchés canadien et latino-américain. L'arrêt de la fourniture de respirateurs aux travailleurs de la santé au Canada et en Amérique latine, où nous sommes un fournisseur essentiel de respirateurs, a toutefois des implications humanitaires importantes », a déclaré 3M. Les agences de presse rapportent que l'entreprise a averti que si d'autres pays prenaient des mesures de rétorsion, « le nombre net de masques disponibles aux États-Unis irait en fait en diminuant ».



Le premier ministre canadien Justin Trudeau a répondu en disant que bloquer le commerce avec le Canada pourrait « finir par nuire aux Américains autant qu'à n'importe qui d'autre ». Il a fait allusion au fait que de nombreux travailleurs de la santé canadiens traversent chaque jour la frontière de Windsor (Ontario) à Detroit (Michigan) pour travailler dans le système médical américain et que les entreprises américaines qui produisent des équipements de protection individuelle reçoivent les intrants matériels nécessaires de producteurs canadiens. « Le niveau d'intégration de nos deux économies va dans les deux sens », a déclaré M. Trudeau, ajoutant : « Ce serait une erreur de créer des blocages ou de

réduire le volume des échanges de marchandises et de services essentiels, y compris les produits médicaux, à travers notre frontière. »

La ministre des Affaires intergouvernementales, Chrystia Freeland, a déclaré : « Je tiens à assurer aux Canadiens que notre gouvernement — comme l'a démontré notre action — est prêt à faire tout ce qu'il faut pour défendre l'intérêt national. »

Pour sa part, le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford, a exprimé à maintes reprises sa « déception » face à cette décision. « Je ne peux exprimer à quel point je suis déçu que le président Trump ait pris cette décision », a-t-il déclaré durant son point de presse. Le premier ministre du Québec, François Legault, a fait écho à ce sentiment en soulignant l'importance pour les provinces

d'être autosuffisantes en matière d'équipements médicaux. « Je ne vais pas compter sur le président Trump, je ne vais plus jamais compter sur un premier ministre ou sur toute autre province ou pays », a-t-il déclaré.

Au coeur des relations commerciales

Il est assez dégoûtant de voir et entendre ceux qui prétendent représenter le Canada faire comme si le Canada était indépendant des États-Unis et un partenaire commercial égal. Ils étalent leur ignorance des vérités historiques quand ils cherchent ainsi à forcer les gens à croire qu'ils représentent les « intérêts canadiens » et non ceux de l'oligarchie financière mondiale.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) a résolu la question de la nature des relations canado-américaines dans les années 1970, peu après sa fondation. À cette époque, certains proclamaient que le Canada était une nation opprimée et que la lutte pour l'indépendance était la question principale pour le peuple canadien. D'autres qualifiaient le Canada de puissance impérialiste et disaient que la contradiction principale était entre la bourgeoisie et la classe ouvrière.

Dans son analyse, le PCC(M-L) a souligné la nécessité de faire des distinctions claires :

- entre colonies au sens propre et ce qu'on pourrait appeler colonies dérivées ;
- entre les propriétaires mondiaux de la richesse sociale, ce qu'on appelait la grande bourgeoisie, et les propriétaires de la richesse sociale locale ou nationale appelée bourgeoisie nationale ;
- entre dépendance et indépendance ; et
- entre un État oppresseur et un État opprimé.

Caractériser le Canada comme une colonie au sens propre, un pays occupé par une population colonisatrice européenne, signifie que l'État est opprimé. Le PCC(M-L) a rappelé les faits à ce sujet. Le Canada a été établi en tant que colonie dans les années 1790 dans le style des colonies établies avec des États oppresseurs. Dire que le Canada était une colonie au sens propre et que l'État canadien était un État oppresseur n'est pas contradictoire. Un État peut être un État dépendant comme celui du Canada, tout en étant un État oppresseur. Il n'y a pas de contradiction là non plus.

Une autre thèse réfutée par l'enquête et l'analyse du PCC(M-L) est celle qui soutient que la question de l'indépendance ou de la dépendance du Canada est liée à la question de savoir si une révolution démocratique bourgeoise a eu lieu ou non.



Le PCC(M-L) a souligné que le succès ou l'échec d'une révolution démocratique bourgeoise ne décide pas de la question de savoir si le Canada a un État opprimé ou non, si le Canada est dépendant ou non et si le Canada est une colonie au sens propre ou non. Au Canada, une révolution démocratique contre la puissance coloniale n'a jamais eu lieu, et au Québec, les Britanniques ont réprimé et étouffé la république naissante, empêchant la révolution démocratique d'avoir lieu.

Le PCC(M-L) a souligné qu'à partir de la conquête coloniale britannique de la Nouvelle-France dans les années 1760, les colonialistes britanniques ont établi le mode de production capitaliste dans ce qui est aujourd'hui le Québec, tout en conservant certains aspects du féodalisme qui avaient été importés de la France féodale prérévolutionnaire.

Après le revers que leur a infligé la Révolution américaine en 1776, les colonialistes britanniques ont implanté les « loyalistes de l'Empire uni » expulsés dans ce qui est maintenant le Canada. Ce fut fait dans le but de consolider la position coloniale britannique en Amérique du Nord britannique.

Les colonialistes britanniques ont établi un État oppresseur à York (région de Toronto) dans les années 1790 avec un mode de production capitaliste dans tout le Haut-Canada et partout où il s'est étendu. Le système socio-économique et les formes politiques de la bourgeoisie anglaise ont été étendus à ce que l'on appelle aujourd'hui le Canada sur lequel elle régnait.

L'autre élément de la désinformation de l'élite dominante du Canada et de ses gouvernements, ses médias et sa base sociale porte sur l'histoire du passage du capitalisme au Canada au stade de l'impérialisme, le stade suprême du capitalisme, le développement de la grande production industrielle en capitalisme monopoliste et la fusion des propriétaires de la richesse sociale industrielle et financière en une oligarchie financière qui envoie sa richesse sociale dans le monde entier à la recherche du profit maximum.

Dès les années 1790 et surtout depuis 1867, l'État a joué un rôle majeur dans l'établissement au Canada d'un système socio-économique capitaliste auquel se superposent des monopoles. Les principales branches de la grande industrie au Canada sont le produit de l'importation de richesses sociales, principalement en provenance de Grande-Bretagne et, après le début du XXe siècle, des États-Unis.

Avec le début de la crise générale de l'impérialisme mondial pendant et après la Première Guerre mondiale, le capitalisme monopoliste d'État est apparu au Canada, particulièrement dominant dans les secteurs manufacturier, minier et forestier, comme la caractéristique globale du système économique, ce qui signifie que le système socio-économique est devenu capitaliste monopoliste d'État, c'est-à-dire un système impérialiste dominé par les monopoles, principalement des multinationales impérialistes américaines. Dans ce système, l'État fonctionne comme un comité exécutif des plus puissants propriétaires de richesses sociales qui, ensemble, financent, dirigent, contrôlent et, d'une manière générale, sont actifs dans, et dominant, les secteurs économiques clés et envoient les richesses sociales qu'ils possèdent et contrôlent dans le monde entier, à la poursuite incessante du profit maximum.

Dans cette situation, l'État canadien est un État oppresseur dans le système impérialiste mondial des États. Toutefois, le Canada présente des caractéristiques qui se maintiennent depuis ses débuts coloniaux. Son impérialisme dépend des membres les plus puissants du système impérialiste d'États et son État est dominé par l'impérialisme américain.

Aujourd'hui, en raison de la mondialisation néolibérale et de la lutte de l'impérialisme américain pour l'hégémonie mondiale, l'économie et l'État canadiens ne sont pas seulement dominés par l'impérialisme américain, mais sont intégrés dans ses cartels mondiaux et son économie de guerre.

Matière à réflexion

Le PCC(M-L) a fait cette analyse économique et historique du Canada avec la participation de milliers de personnes de tous les horizons au début des années 1970. Il a établi que la base sociale de la réaction et de l'élite dominante au Canada est la classe sociale impérialiste, l'oligarchie financière. L'élite dominante comprend des Canadiens possédant une grande richesse sociale et

ceux qui sont une extension de l'oligarchie financière impérialiste américaine. L'élite dominante possède, contrôle et monopolise la majeure partie de l'économie. Elle contrôle les principaux moyens de production et exproprie la valeur ajoutée produite par les travailleurs canadiens.



Au Canada, ce que l'on pourrait appeler une classe nationale de propriétaires de richesse sociale, une bourgeoisie nationale, est extrêmement faible et s'est avérée incapable de lutter contre l'oligarchie financière dominante intégrée au système impérialiste d'États sous contrôle américain.

Au Canada, la classe des propriétaires de richesse sociale n'ayant qu'un marché intérieur et une production de biens et services destinée à ce marché intérieur est dominée par l'oligarchie financière et l'impérialisme américain. Cette

classe de propriétaires canadiens de richesse sociale pour le marché intérieur ne peut pas maintenir une existence indépendante parce que l'oligarchie financière qui détient le contrôle est la base de la domination impérialiste américaine du Canada.

L'élite dominante de l'oligarchie financière est totalement réactionnaire et ne permet pas que le pouvoir de l'État soit utilisé pour favoriser les peuples du Canada. C'est pourquoi, pour mener efficacement leurs luttes, les travailleurs canadiens doivent tenir compte de l'oligarchie financière réactionnaire constituée des grands propriétaires de la richesse sociale et des impérialistes américains et leur système d'États. Les porte-parole des arrangements actuels cachent cette réalité en présentant les représentants du gouvernement comme des représentants du « Canada » et des « Canadiens », alors qu'en fait, ils représentent l'oligarchie financière dominante et l'impérialisme américain.

Ce que révèle la crise actuelle est matière à réflexion. La classe ouvrière canadienne et d'autres couches de la population peuvent-elles se rallier à cette soi-disant guerre anti-pandémique que le gouvernement du Canada déclare mener au nom de la nation ? Qu'est-ce que cela signifie lorsque le premier ministre et d'autres ministres du gouvernement du Canada et les premiers ministres du Québec et des provinces disent qu'ils sont en train de régler les problèmes avec les impérialistes américains ? Que négocient-ils et qui cela favorise-t-il ? Qu'est-ce que cela signifie lorsque les premiers ministres de l'Ontario et du Québec disent que c'est important pour eux que l'Ontario et le Québec soient autosuffisants en matière d'équipements médicaux quand, dans les faits, aucune fabrication de la moindre importance n'est indépendante des impérialistes américains et ne permet de prendre des décisions qui favorisent les intérêts nationaux du Canada ?

Pour être vraiment indépendant, il faut être indépendant du système impérialiste d'États sous contrôle américain et de son économie de guerre. Être véritablement indépendant signifie avoir le courage de s'opposer à l'oligarchie financière qui est complètement intégrée à l'impérialisme américain et qui est elle-même sujette à des rivalités pour servir des intérêts privés étroits.

Une nouvelle direction qui n'est plus sous ce contrôle appelle les Canadiens à prendre les choses en main.

La crise de la pandémie révèle qu'une alternative est non seulement nécessaire, mais possible avec de l'organisation, de l'audace et une pensée claire.



Le gouvernement Trudeau utilise la pandémie pour servir des intérêts privés

- Louis Lang -

Le 3 avril 2020, le premier ministre Trudeau a annoncé que son gouvernement avait signé une entente avec Amazon Canada pour la distribution d'équipements médicaux tels que les masques, les gants et les respirateurs nécessaires dans toutes les provinces et territoires.

Le premier ministre n'a pas précisé la valeur du contrat, mais un communiqué du gouvernement publié le même jour nous informe qu'Amazon fournira ce service aux Canadiens au prix coûtant, sans profit.

Mike Strauch, directeur d'Amazon Canada, a déclaré dans un communiqué : « L'équipe d'Amazon Canada est fière de s'associer au gouvernement du Canada en tirant parti de notre réseau de distribution et de nos partenaires de services de livraison pour expédier des fournitures essentielles aux professionnels de la santé de première ligne partout au pays. »



Cette décision est inquiétante en ce moment parce qu'elle place les moyens de répondre aux besoins des Canadiens à une société étrangère et où il est plus que jamais nécessaire de compter sur nos propres ressources. Les premiers ministres et les représentants des gouvernements de tout le pays ne cessent de répéter dans leurs conférences de presse quotidiennes que l'une des grandes leçons apprises jusqu'à présent est que nous devons compter sur nos propres ressources pour produire et livrer l'équipement dont nous avons besoin pour permettre aux travailleurs de première ligne d'accomplir leurs tâches de façon aussi sécuritaire que possible.

Malgré cette expérience, le gouvernement Trudeau a confié cette tâche à Amazon, le monopole géant américain connu pour avoir créé une situation précaire pour ses propres employés d'entrepôt par

son mépris pour leur santé et la sécurité et qui a brutalement réprimé toutes les tentatives de syndicalisation dans ses entrepôts.

Pas plus tard que la semaine dernière, Amazon a licencié un employé de l'entrepôt de Staten Island, dans l'État de New York, qui a dirigé un débrayage pour faire valoir les craintes que les travailleurs puissent être exposés au coronavirus. Des rapports récents indiquent que les travailleurs de cette installation prévoient déclencher une grève le lundi 13 avril pour exiger qu'Amazon ferme temporairement pour des raisons sanitaires les entrepôts où il y a des cas confirmés de COVID-19 et accorde des congés de maladie payés à tous les travailleurs. Les travailleurs de plus de 50 entrepôts d'Amazon aux États-Unis ont été déclarés positifs pour la COVID-19. Le débrayage prévu pour le 13 avril serait la deuxième fois en deux semaines que les travailleurs sont obligés d'agir pour assurer de bonnes conditions de travail et pour défendre leur santé et leur sécurité.

C'est à cette multinationale que Trudeau confie la gestion de la distribution de l'équipement essentiel dont les travailleurs de première ligne ont besoin dans tout le pays, elle qui a montré que

son modèle commercial est basé sur la réalisation du profit maximum en faisant fi des droits des travailleurs.

L'affirmation qu'Amazon offrira ce service « à prix coûtant, sans profit », soulève également de nombreuses questions. Tout le monde sait qu'Amazon profite grandement de l'énorme augmentation des commandes en ligne et que tous ses entrepôts et centres de distribution fonctionnent à plein régime, alors l'affirmation de M. Trudeau qu'Amazon n'en profitera pas est ridicule.

Le plus ironique dans cette affaire est que le réseau de distribution d'Amazon au Canada comprend Postes Canada et Purolator, un important service de messagerie canadien qui appartient à Postes Canada. Cela signifie qu'Amazon dépend de Postes Canada et de son vaste réseau de distribution pour la dernière étape de ses livraisons. La question évidente pour M. Trudeau est pourquoi Postes Canada n'est-elle pas elle-même chargée de gérer la livraison de tout ce matériel important ?

Postes Canada possède le plus grand réseau de distribution au Canada, avec une capacité de livraison dans toutes les grandes et petites villes. Les postiers ont toute l'expérience et le savoir-faire pour mener à bien cette tâche rapidement et efficacement.

Ce n'est pas un secret. Pour toutes les élections fédérales ou provinciales, les travailleurs et travailleuses des postes sont organisés en équipes hors site, dans les entrepôts d'Élections Canada, pour envoyer des millions de colis comprenant tout le nécessaire pour ouvrir des bureaux de scrutin dans toutes les circonscriptions à travers le Canada. Cela signifie des ordinateurs, du matériel de bureau, des manuels et toute la documentation nécessaire au déroulement des élections. Les travailleurs et travailleuses des postes ont effectué ce travail élection après élection sur place, ce qui a grandement facilité le travail d'Élections Canada.

Les travailleurs et travailleuses des postes ont également été organisés en équipes hors site pour travailler à l'imprimerie du ministère de l'Approvisionnement et des Services pour la distribution nationale des chèques de pension du Canada et des remboursements pour la TPS. Cette rotation du courrier aux fins de distribution partout au Canada est également effectuée sur place dans les bureaux de Revenu Canada durant la période des impôts.

Cette force productive massive est disponible pour servir la société canadienne, mais l'élite dominante a l'intention de détruire le service postal par la privatisation et aussi par la déréglementation pour permettre à des intérêts privés de s'enrichir avec les composantes rentables du service postal. En confiant à Amazon la responsabilité de ce travail si crucial pour l'intérêt national, le gouvernement Trudeau admet sans le vouloir qu'il entend détruire toute partie des forces productives qu'il ne peut pas contrôler.



Le premier ministre Trudeau continue de parler de l'importance de l'unité de tous les Canadiens et de dire que nous sommes tous dans le même bateau, mais ses actions prouvent clairement que son gouvernement n'a pas vraiment à coeur les intérêts des travailleurs et de tous les Canadiens. Face à cette pandémie, on ne peut pas être assuré qu'il prendra les décisions importantes nécessaires qui favorisent la grande majorité des Canadiens.

« Le peuple » n'est pas le problème, il est la solution

- Steve Rutchinski -

La semaine dernière, au nom de la transparence envers le public, le gouvernement ontarien a publié sa modélisation de l'évolution de la COVID-19. Selon le communiqué de presse : « La province fait preuve d'une transparence totale à propos des conséquences si les Ontariens, à l'exception des travailleurs essentiels, ne respectent pas les consignes visant à rester à la maison et à garder ses distances avec les autres. » Le communiqué ajoute : « Sans les mesures déjà prises par le gouvernement, quelque 300 000 Ontariens et Ontariennes auraient contracté la COVID-19 à ce jour et environ 6 000 d'entre eux seraient décédés de la maladie. Grâce à des mesures de santé publique opportunes, l'Ontario a évité des conséquences beaucoup plus graves, prévenant à ce jour environ 220 000 cas et 4 400 décès. »

Nul doute que les projections sont impressionnantes, mais spéculer sur le taux de mortalité potentiel, applaudir ses propres actions et préparer le terrain pour jeter le blâme de tout ce qui va se produire sur tous ceux qui « ne respectent pas les consignes visant à rester à la maison et à garder ses distances avec les autres » « à l'exception des travailleurs essentiels » est tout sauf de la transparence !

Ce genre de discours est une diversion qui vise à priver le peuple de sa propre conception du monde et de son point de référence qui lui permettent d'examiner ce qui est révélé par la crise de la pandémie, et à justifier les pouvoirs policiers comme « la solution ». Le règlement de l'Ontario 116/20, par exemple, adopté le 1er avril en vertu de la *Loi sur la protection civile et la gestion des situations d'urgence*, suspend les conventions collectives des travailleurs de la santé dans les hôpitaux et les centres de soin de longue durée et autorise les conseils de santé à agir de façon arbitraire et avec impunité pour ce qui est de la réaffectation des travailleurs. Pourquoi ? Les travailleurs de la santé aux premières lignes ne remuent-ils pas ciel et terre pour fournir les services de santé à tous ceux dans le besoin, comme ils l'ont fait pendant la crise du SRAS ? Comme l'a dit la présidente de l'Association des infirmières et infirmiers de l'Ontario, Vicki McKenna : « Nous ne sommes pas un obstacle à une réponse coordonnée et adaptée à la pandémie, nous faisons partie de la solution ».

Sans la mobilisation du facteur humain/conscience sociale de la classe ouvrière et de ses organisations pour faire face à la crise de la pandémie, tout ce qui reste sont les pouvoirs de police, la répression et le rejet du blâme sur les travailleurs et le peuple.

En vertu des mesures d'état d'urgence, des voitures ont été arrêtées dans la région de Toronto et chacun de leurs passagers qui ne sont pas du même foyer ont eu une contravention de 700 \$ et plus pour ne pas avoir pratiqué la « distanciation sociale ». D'autres personnes ont été interpellées par la police parce qu'elles n'avaient pas de carte d'identité. Un homme d'Orléans a reçu un avertissement d'un agent de police municipal parce qu'il jouait au soccer avec son fils autiste de quatre ans sur un terrain vacant. Un autre a reçu un avertissement pour avoir promené son chien, tout cela au nom d'aplanir la courbe de la COVID-19.

Qui, en revanche, rendra des comptes pour le nombre limité de tests de dépistage de la COVID-19 ou pour les délais inacceptables dans l'obtention des résultats ? Pourquoi n'y a-t-il pas



suffisamment de laboratoires, d'équipement de protection individuelle, d'équipement de ventilation pour les travailleurs de la santé ? Qui est responsable du fait qu'avant même la crise de la pandémie plus d'un millier de personnes par nuit étaient traitées dans les corridors des hôpitaux parce que ceux-ci étaient au maximum de leur capacité ?



La pandémie met en lumière le fait que la réorganisation de la société en fonction de l'offensive antisociale des riches a miné et même complètement brisé le tissu social, l'infrastructure et la production industrielle nécessaires au bien-être du peuple et de la société.

Les riches et leur système de partis cartels ont imposé une offensive antisociale à la société et créé une situation où 46 % des infirmières dans les hôpitaux affirment qu'elles n'ont pas accès à l'équipement de protection individuelle pour évaluer et soigner les patients pour la COVID-19. Et pourtant, ils blâment le peuple et applaudissent les pouvoirs policiers mis de l'avant comme « solution ».

Certaines personnes et organisations, telles que Green Jobs Oshawa, une coalition de travailleurs, de dirigeants communautaires,

d'environnementalistes, de défenseurs des travailleurs et de la justice sociale exhortent le gouvernement à faire de l'usine GM d'Oshawa une société d'État afin qu'elle soit réoutillée pour une production bénéfique pour la société telle que répondre aux besoins du Canada en protection individuelle et en équipement médical. C'est une mesure qui aurait dû être prise il y a longtemps. Ils disent que le complexe manufacturier de GM couvre une superficie de 10 millions de pieds carrés et que 90 % de l'usine est inutilisée.

La pandémie de la COVID-19 illustre que la société axée sur le mode de payer les riches ne réussit pas à répondre aux besoins humains d'une société moderne. Le gouvernement fédéral, par exemple, s'engage de façon éhontée à expédier de l'eau embouteillée aux communautés autochtones pour promouvoir le lavage de mains et des tentes pour que les gens vivant dans des logements insalubres et surpeuplés puissent « s'auto-isoler ». Et s'il n'y a pas de ressources de santé ? Rien de plus simple ! Envoyez l'armée construite des hôpitaux de fortune et déclarez un état d'urgence dans des communautés autochtones isolées et continuez d'ignorer les conditions sociales sous-jacentes !

Quel est le plan de match lorsque la période d'urgence prendra fin ? Est-ce que ce sera d'intensifier les pouvoirs policiers et de blâmer le peuple tout en ne rendant pas de comptes pour les conditions sociales, y compris le refus de faire des tests de dépistage rigoureux et d'identifier rapidement les personnes infectées et celles avec qui elles ont été en contact, tel que recommandé par l'Organisation mondiale de la santé ?

Les travailleurs et le peuple doivent activement assumer leur responsabilité sociale et s'organiser, eux et leurs collectifs, en tant que force de changement qui met fin à la propagation du virus et oeuvre à changer la direction de la société en faveur du bien-être du peuple.



Les paroles et les actes du gouvernement

- T. Sullivan -

Dans les jours et les semaines qui ont précédé l'écllosion des premiers cas de la COVID-19 au Canada, les nouvelles étaient remplies de déclarations exprimant la confiance. Ces déclarations se sont dissipées ou ont été noyées dans la réalité de cette crise en développement. On n'entend plus le discours vantant « à quel point le Canada est bien préparé pour affronter la bataille qui vient », alors que des mesures de plus en plus sévères sont mises en oeuvre et que les prédictions d'une amélioration s'étalent maintenant sur des semaines et des mois de plus. La suggestion qui ne cesse d'être répétée, c'est que si on n'arrive pas à contrôler cette crise, c'est à cause des Canadiens qui ne comprennent pas le besoin de la distanciation sociale. On suggère qu'ils sont responsables de la propagation de la maladie.

Le premier ministre Trudeau fait des déclarations quotidiennes au sujet de l'intervention médicale et des mesures prises pour protéger et soutenir l'économie et les conférences de presse semblent être régulièrement suivies de nouvelles mesures policières et de menaces. Des milliards et des milliards de dollars sont annoncés dans un ensemble de règles et de programmes à n'y rien comprendre et en constante évolution, tels que l'« assouplissement quantitatif », de sorte que personne ne peut vraiment déterminer ce qui se passe et quelles seront les conséquences de ces dépenses.

Il y a toutefois une chose qui ressort assez clairement : les principaux intérêts financiers s'enlignent tous pour faire un coup d'argent avec cette crise. Il n'y a sans doute rien qui le démontre plus clairement que l'annonce récente qu'au milieu d'une surabondance de pétrole dans le monde qui fait chuter les prix, le gouvernement de Jason Kenney en Alberta dépensera 1,5 milliard de dollars et allouera 6 milliards de dollars en garanties de prêts pour financer la construction du pipeline Keystone XL.

Pendant ce temps, les travailleurs de tout le pays subissent les conséquences de décennies de coupures, de fermetures et de privatisations qui ont privé le système de santé de sa capacité à répondre adéquatement aux besoins de la population - tant ceux qui travaillent pour mettre fin à la crise que ceux qui en sont devenus les victimes. Ils font connaître leurs revendications, parlent en leur propre nom et exigent que leurs besoins soient satisfaits afin de pouvoir redresser la situation.

Les travailleurs doivent intensifier leur combat et jouer leur rôle de dirigeants et de décideurs dans cette bataille. La pression sur eux augmente à mesure que la crise prend de l'ampleur. Les travailleurs essentiels sont maintenant proclamés des héros qui doivent se mettre à l'ouvrage et sauver des vies. Leur rôle est de sauver la situation et de réparer les dommages qui ont été infligés à la société par l'offensive antisociale néolibérale. Quand ce sera fini, il est à prévoir qu'ils seront appelés à faire plus de sacrifices au nom de l'austérité, du service de la dette et d'autres raisons qu'on ne manquera pas d'invoquer contre eux.



Les travailleurs doivent préserver les percées qu'ils font en termes d'organisation et de lutte pour

des solutions aux problèmes auxquels ils sont confrontés. C'est ce que tout le monde espérait après la crise du SRAS, mais tout est revenu comme avant. Bâti sur les succès que nous réalisons aujourd'hui et poursuivre sur la même voie, dans les circonstances de l'après-crise, sera une véritable contribution à la résolution de la crise d'une manière qui bénéficie aux travailleurs et les prépare à de nouvelles avancées.



Ouvrez immédiatement les frontières du Canada aux réfugiés!

- Diane Johnston -



L'Entente sur les tiers pays sûrs a été signée par le Canada et les États-Unis en 2002 et est entrée en vigueur en décembre 2004. En vertu de cette entente, le Canada et les États-Unis se déclarent l'un l'autre pays sûr pour les réfugiés et ferment la porte à la plupart des demandeurs d'asile aux frontières canado-américaines. C'est précisément cette entente qui oblige les demandeurs d'asile à franchir la frontière canadienne de façon irrégulière pour faire leur demande de statut de réfugié, sinon la grande majorité d'entre eux se voient refuser l'entrée aux postes frontaliers à la frontière du Canada et des États-Unis. La plupart des demandeurs d'asile entrent au Canada via l'État de New York par le chemin Roxham, situé près de la petite ville de Hemmingford, au Québec, en Estrie.

Le premier ministre Justin Trudeau a déclaré aux Canadiens : « Le Canada et les États-Unis annoncent une entente mutuelle selon laquelle nous allons renvoyer les migrants irréguliers qui tentent de traverser la frontière. » Il a également déclaré : « Ce sont, pour la plupart, des personnes qui sont légalement aux États-Unis et c'est quelque chose dont nous sommes confiants. Nous avons également veillé à ce que nous soyons à l'aise avec le traitement des réfugiés et des personnes vulnérables. » Il a ajouté que « cela fait partie d'un ensemble de nouvelles mesures extrêmes destinées à arrêter la propagation de la COVID-19 » et que ces mesures étaient conformes aux « valeurs canadiennes en ce qui a trait au traitement des réfugiés et des personnes vulnérables ». La frontière a été fermée aux réfugiés le 21 mars et l'accord signé entre le Canada et

les États-Unis est d'une durée de 30 jours et est renouvelable.

Le Canada est signataire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et a donc des obligations juridiques internationales. Son refus d'autoriser la venue de réfugiés au Canada peut également contrevenir à la Convention contre la torture.

Environ une semaine avant la fermeture de la frontière aux demandeurs d'asile, Jean-Pierre Fortin, président de Syndicat des douanes et de l'immigration (SDI), avait contacté les médias au sujet des préoccupations concernant le fait que les personnes qui traversent le chemin Roxham ne sont pas soumises à une période de 14 jours d'isolement obligatoire, ajoutant qu'il avait fait part de ses préoccupations au ministre de la Sécurité publique, Bill Blair. Le président du SDI avait également informé qu'entre 60 et 80 demandeurs d'asile par jour traversaient irrégulièrement le Canada en provenance des États-Unis par le chemin Roxham. Il avait également souligné que ces personnes avaient souvent voyagé dans plusieurs pays avant d'arriver au Canada et qu'elles avaient besoin d'aide. Des mesures devaient être mises en place, soulignait-il, afin que les demandeurs d'asile puissent entrer en toute sécurité et ne pas infecter les citoyens canadiens. Sa suggestion était qu'ils devraient être gardés dans des installations temporaires sur place tout en étant isolés et devaient recevoir des soins pendant cette période par le personnel de Santé Canada ou de la Croix-Rouge.

Avant la signature de l'entente mutuelle avec les États-Unis, et comme justification pour celle-ci, tant le premier ministre que la vice-première ministre répétaient sans cesse que nous connaissons des « temps exceptionnels » et que, par conséquent, des « mesures exceptionnelles » étaient nécessaires. Ces demandeurs d'asile renvoyés aux États-Unis risquent d'être placés dans des centres de détention aux États-Unis dans des conditions inhumaines, où leur santé et leur sécurité sont sérieusement menacées en raison de la surpopulation, où les familles sont séparées et les personnes peuvent être expulsées vers leur pays d'origine où elles pourraient faire face à la torture ou à la mort.

Au Canada, les droits sont considérés comme des privilèges, qui peuvent être accordés ou supprimés par ceux qui détiennent le pouvoir. C'est précisément dans des circonstances exceptionnelles que les droits et obligations doivent être respectés. Il n'y avait aucune menace ici de la part de ces demandeurs d'asile si le gouvernement avait pris la responsabilité de les isoler pendant une période de 14 jours et de leur procurer le soutien médical dont ils avaient besoin. Les Canadiens ne sont pas d'accord avec les soi-disant valeurs canadiennes du premier ministre ni avec ce traitement réservé aux réfugiés. Ce qui se passe met également en évidence la situation difficile dans laquelle se trouve le Canada en raison de son intégration aux États-Unis et l'absence d'une économie qui suffit à ses besoins. Nous devons utiliser tous les moyens à notre disposition pour condamner le gouvernement canadien pour ce qu'il a fait et faire pression sur lui pour que la frontière soit immédiatement rouverte aux êtres humains les plus vulnérables du monde.

(Sources : CPAC, Conseil canadien pour les réfugiés, Radio-Canada. Photo: Réseau Roxham)



Des augmentations de salaire comme très mauvais poisson d'avril

Les députés et les sénateurs ont reçu respectivement une augmentation salariale de 2,1 % et 2,4 %. L'augmentation est entrée en vigueur le 1er avril, jour du poisson d'avril. Le salaire de base des députés est passé de 178 900 \$ à 182 600 \$. Des agences de presse rapportent que la loi exige que les sénateurs soient payés 25 000 \$ de moins que les membres de la Chambre des communes, de sorte que les membres du Sénat recevront désormais 157 600 \$ au lieu de 153 900 \$.

Selon le site Parl.ca, les augmentations du salaire des députés et des sénateurs sont basées sur « la moyenne, en pourcentage, des rajustements des taux des salaires de base, pour toute année civile, issus des principales ententes conclues à l'égard d'unités de négociation de cinq cents employés et plus dans le secteur privé au Canada ». La loi exige que les salaires de base de tous les parlementaires soient arrondis à 100 \$ près ». Qui fait partie de ces « principales unités de négociation » du secteur privé est un mystère pour la plupart des Canadiens qui pensent que la rémunération d'un député devrait être équivalente à celle d'un travailleur canadien ordinaire.

Cela pourrait peut-être aplanir le terrain un tant soit peu entre les gouvernants et les gouvernés.



Crise mondiale dans le secteur pétrolier

Des réunions virtuelles internationales sur la réduction de la production de pétrole

Les agences de presse rapportent que l'Organisation des pays exportateurs de pétrole plus la Russie (OPEP+), lors d'une réunion virtuelle du 8 avril, a convenu en principe de réduire la production de pétrole de 10 millions de barils par jour en mai et juin. L'OPEP+ assouplirait alors les réductions à 8 millions de barils par jour de juillet à décembre et encore à 6 millions entre janvier 2021 et avril 2022. Une des conditions à l'accord est que les producteurs de pétrole en dehors de l'OPEP+ réduisent leur production de 5 millions de barils par jour. Les pays non membres produisent environ 60 % de l'approvisionnement mondial et comprennent les États-Unis, la Chine, le Mexique, le Canada, la Norvège et le Brésil.

Les ministres de l'énergie du G20 qui regroupe les « plus grandes économies » ont tenu une réunion extraordinaire par vidéoconférence le 10 avril pour débattre de l'accord de l'OPEP+. L'approvisionnement mondial en pétrole a récemment augmenté, principalement en raison du doublement de la capacité des États-Unis à plus de 12 millions de barils par jour en dix ans grâce à la fracturation hydraulique qui capte le pétrole dans les schistes. L'augmentation de l'offre mondiale a eu pour effet de réduire considérablement les prix du marché du pétrole, qui est passé en dessous de ce qui est soutenable pour de nombreux producteurs. La pandémie de COVID-19 a encore fait baisser la demande, créant une situation où le stockage du pétrole n'est plus possible et des réductions de production devront se faire avec ou sans coordination internationale.



Le communiqué de presse du 10 avril publié à la suite de la réunion extraordinaire des ministres de l'énergie du G20 ne contient aucun engagement, seulement une vague déclaration de soutien à la « stabilisation des marchés de l'énergie ». Le communiqué se lit en partie : « Dans le but de soutenir la reprise économique mondiale et de protéger nos marchés de l'énergie, nous nous engageons à travailler ensemble pour élaborer des actions stratégiques concertées [...]. Nous constatons chez certains producteurs une volonté de stabiliser les marchés de l'énergie. Nous reconnaissons l'importance de la coopération internationale pour assurer la résilience des systèmes énergétiques. » Cliquer [ici](#) pour le communiqué au complet.

Le président américain Donald Trump insiste sur le fait que les réductions de la production américaine ne se produiront que sous l'effet des forces du marché et non par décret gouvernemental. Sa fanfaronnade s'accompagne de la menace d'éliminer les importations de pétrole aux États-Unis en instituant un tarif pétrolier suffisamment élevé pour maintenir les prix du pétrole américain à l'écart du prix mondial plus bas. Selon les agences de presse, le ton de cette sortie publique de Trump est différent de celui des représentants américains dans les réunions mondiales privées où les États-Unis semblent désireux de conclure un accord. Cela est confirmé en public par le fait que des factions puissantes de l'oligarchie financière américaine demandent une sorte de réduction mondiale coordonnée de la production de pétrole, y compris même aux États-Unis.

Quoi qu'il en soit, les discussions sont secrètes et seules certaines personnes sont autorisées à en connaître les détails. Comme pour les discussions en coulisses au Canada sur les subventions gouvernementales à l'industrie pétrolière privée, le peuple n'est pas au courant des concessions mutuelles des oligarques du pétrole et de leurs représentants politiques. Le marchandage peut inclure des questions très préoccupantes pour le peuple, telles que la lutte actuelle contre la pandémie de COVID-19 et la disponibilité d'équipements de protection individuelle et même des questions de guerre et de paix.

Bloomberg News rapporte avoir vu le projet d'accord de l'OPEP+, qui n'a pas été officiellement publié ou approuvé par le G20. La Russie aurait accepté de réduire sa production de 2 millions de barils par jour et l'Arabie saoudite de 4 millions. En avril, l'Arabie saoudite avait atteint le record de 12,3 millions barils par jour pour ensuite se stabiliser à 8,3 millions. *La Jornada* rapporte que le Mexique et les États-Unis sont parvenus à un accord basé sur une réduction de 100 000 barils par jour par le Mexique, qui réduira sa production de 1,7 à 1,6 million de barils par jour, le maximum qu'il dit être disposé à faire. Le Mexique s'est dit prêt à résister à la pression de couper 400 000 barils par jour, soit 23 pour cent de sa production. Le président mexicain Andrés Manuel Lopez Obrador a dit, après avoir parlé au président Trump, que le président américain lui a proposé de réduire la production américaine d'un autre 250 000 barils par jours pour « compenser » pour ce que le Mexique n'a pas pu faire.

Les autres membres de l'OPEP+ n'ont pas encore décidé ce qu'ils feront.

Pour garantir le respect des cibles de réduction, un projet de communiqué envoyé aux pays membres du G20, et diffusé avant la réunion de l'OPEP+ le 9 avril, indique une intention de créer un groupe spécial chargé de surveiller la mise en application. Le groupe surveillerait non seulement le respect des accords, mais proposerait également aux ministres de l'énergie du G20 « de nouvelles mesures correctives si nécessaire ». Au cours des dernières années, l'OPEP+ a réussi à garantir le respect des niveaux de production convenus, mais cela a commencé à déraiper à mesure que les prix du marché du pétrole chutaient sous la pression de l'augmentation de la production à partir des gaz de schiste aux États-Unis.

À lire dans *Le Marxiste-Léniniste* du 14 avril 2020

Notes sur le secteur de l'énergie

Rivalités inter-impérialistes et inter-cartel pour le contrôle du secteur de l'énergie



Palestine

L'occupant intensifie son activité criminelle durant la pandémie

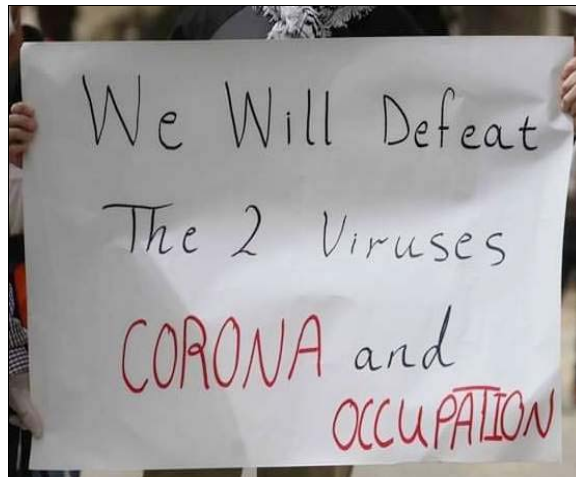


Manifestation le 19 mars 2020 devant les bureaux du Comité international de la Croix rouge à Gaza pour exiger la protection des prisonniers politiques palestiniens

La crise mondiale de la COVID-19 fait ressortir à la fois le meilleur et le pire de l'humanité. Le meilleur exemple en est la Palestine dont le peuple héroïque marque cette année 72 années de résistance inébranlable à l'occupation, à la dépossession et à l'anarchie imposées par l'occupation israélienne. Alors que la pandémie mondiale exige que l'humanité entière se montre à la hauteur de la situation, les réactionnaires sionistes utilisent la crise comme un moyen de poursuivre leur génocide contre le peuple palestinien.

Dans une lettre adressée le 2 avril au président du Conseil de sécurité de l'ONU, le Dr Riyad Mansour, ministre et observateur permanent de l'État de Palestine auprès des Nations unies, a souligné que les crimes contre le peuple palestinien se poursuivent sans relâche pendant la pandémie.

Mansour rapporte qu'« un état d'urgence a été déclaré [en Palestine] et le pays est en confinement en vue d'endiguer la propagation du virus, de protéger notre population et d'assurer son bien-être. Malgré les ressources limitées et les difficultés et restrictions déjà existantes sous l'occupation illégale d'Israël, nos institutions nationales déploient tous les efforts possibles pour répondre à cette crise sanitaire et à son immense impact humanitaire et socio-économique.



Malheureusement, en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, Israël exploite l'état d'urgence et le confinement pour accélérer ses plans de colonisation illégale par des colons, notamment en poursuivant la démolition de maisons palestiniennes, la destruction des récoltes et le transfert forcé de familles palestiniennes. En même temps, les raids militaires dans les zones palestiniennes se sont poursuivis, tout comme les attaques des colons israéliens contre des civils palestiniens, minant dans de nombreux cas les efforts de lutte contre la pandémie. [...] La construction et l'expansion des colonies israéliennes et les menaces d'annexion se sont poursuivies sans relâche. »



Israël poursuit les arrestations violentes de jeunes Palestiniens (à gauche) et la destruction des foyers palestiniens (à Rommana).

D'autres crimes commis par les occupants israéliens ont directement miné les efforts palestiniens pour contenir la propagation du virus. Ces crimes comprennent la destruction d'un centre de santé en construction et la détention de travailleurs palestiniens qui désinfectent les installations publiques et de ceux qui participent aux efforts d'éducation du public, et des agressions contre des Palestiniens qui travaillent dans des comités d'urgence locaux créés pour aider à détecter les cas de coronavirus. Des actes répétés de crachats par des dizaines de soldats israéliens sur les voitures, les murs et les seuils de porte de Palestiniens pour intimider les résidents au milieu de l'épidémie de la COVID-19 ont également été signalés.



Des travailleurs palestiniens désinfectent (à gauche); centre de dépistage de la COVID-19 à Gaza

Les inquiétudes face à l'incarcération massive de Palestiniens par Israël ont augmenté pendant la pandémie. Mansour informe qu'« Israël refuse de répondre aux appels à la libération de plus de 5 000 Palestiniens, dont 180 enfants et 43 femmes, qu'il détient actuellement en captivité dans ses prisons et centres de détention, malgré le fait que quatre prisonniers palestiniens aient été exposés à un employé israélien dans un centre d'interrogatoire, qui a été diagnostiqué comme ayant la COVID-19 [...] Les prisons israéliennes sont surpeuplées, manquent de normes minimales de santé et de sécurité, et souffrent de mauvaises conditions, dont l'obligation pour les prisonniers de payer leurs propres soins médicaux et une négligence médicale flagrante. Tout cela a poussé des prisonniers à faire plusieurs grèves de la faim ces dernières années. Des dizaines de prisonniers palestiniens souffrent également de maladies graves ou chroniques et ont besoin de soins médicaux urgents. Pour aggraver les choses, Israël a renvoyé tous les médecins et infirmières qui soignaient auparavant des prisonniers palestiniens, ne laissant qu'une seule infirmière par prison, un autre acte évident de négligence médicale.

« En cette période de crise, les Palestiniens sont également confrontés à une autre conséquence de

cette occupation qui dure depuis des décennies : un système de santé délabré et sous-équipé en infrastructure et des installations sanitaires médiocres, une pénurie de fournitures et des équipements inadéquats. Avec seulement 1,23 lit pour 1 000 personnes, 2 550 médecins actifs, moins de 20 spécialistes en soins intensifs et moins de 120 ventilateurs dans tous les hôpitaux publics, la Cisjordanie sera confrontée à une catastrophe de santé publique si le virus se propage davantage. Et, alors que la situation des soins de santé y est sombre, celle de la bande de Gaza est catastrophique.



Oeuvre de sable « Rester chez soi »

« Comme l'a noté le BCAH [le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies] le 26 mars, 'bien que le nombre actuel de cas détectés reste relativement faible, la capacité du système de santé palestinien à faire face à une augmentation attendue des cas de la COVID-19 est gravement entravée par des défis de longue date et des pénuries critiques ... la situation est particulièrement grave dans la bande de Gaza'. Pour une population de près de 2 millions d'habitants, dont la moitié sont des enfants, Gaza ne dispose que de 56 respirateurs pour adultes, dont certains sont en mauvais état ou déjà utilisés, 60 lits en unité de soins intensifs et 700 unités d'équipement de protection individuelle. » Les informations du 8 avril indiquent que Gaza n'a plus de trousse de dépistage de la COVID-19.

Le 1er avril, le Centre juridique de Gisha pour la liberté de circulation a publié un communiqué de presse exigeant qu'Israël prenne des mesures immédiates pour protéger la sécurité alimentaire et prévenir l'effondrement économique dans la bande de Gaza, y compris la suppression des « restrictions en cours imposées par Israël à l'entrée des équipements et matériaux soi-disant 'à double usage' pour lesquels il existe un besoin urgent dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche à Gaza, et pour permettre la sortie des produits alimentaires fabriqués à Gaza pour la vente en Cisjordanie. »

(Photos: Quds News, O. Daibes, M. Fathi)



À titre d'information

Mise à jour sur la pandémie mondiale, pour la semaine se terminant le 11 avril

Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a souligné deux dates importantes lors de ses séances d'information régulières la semaine dernière.

S'exprimant le 9 avril, le Dr Tedros a noté que l'OMS marquerait le 10 avril le 100e jour puisqu'elle a été notifiée le 1er janvier des premiers cas de « pneumonie de cause inconnue » en Chine. Il a décrit le plan d'action intensif entrepris depuis lors par l'OMS pour mettre en place l'organisation et l'infrastructure nécessaires pour lutter contre l'épidémie et sonner l'alarme dans tous les pays. Il a souligné les cinq domaines clés dans lesquels ses efforts continuent d'être concentrés :

- aider les pays à renforcer leurs capacités de préparation et de réponse

- travailler avec des experts, des partenaires dans les médias, la technologie et d'autres secteurs, pour fournir des conseils de formation, des informations précises et lutter contre la désinformation
- fournir les équipements médicaux essentiels aux travailleurs de la santé de première ligne
- former et mobiliser les travailleurs de la santé
- accélérer la recherche et le développement dans le diagnostic et la thérapie

Le 7 avril était la Journée mondiale de la santé, marquant le jour où l'OMS a vu le jour en 1948. Ce jour-là, le Dr Tedros a expliqué que pour la Journée mondiale de la santé et pour le reste de 2020, l'OMS marquerait l'Année internationale des sages-femmes et du personnel infirmier. Le Dr Tedros a profité de cette occasion pour souligner en particulier le rôle exceptionnel joué par le personnel infirmier pendant la pandémie. Il a souligné que « 80 % des infirmiers et infirmières du monde travaillent dans des pays qui ne représentent que la moitié de la population mondiale.

« Bien que le nombre d'infirmiers et d'infirmières dans le monde ait augmenté de 4,7 millions entre 2013 et 2018, le monde fait face à un déficit mondial de 5,9 millions d'infirmiers et d'infirmières, en particulier en Afrique, en Asie du Sud-Est, en Méditerranée orientale et dans certaines parties de l'Amérique latine.

« Nous appelons les pays qui manquent de personnel infirmier à augmenter le nombre d'infirmiers et d'infirmières diplômés de 8 % en moyenne chaque année et à mettre en oeuvre des mesures pour améliorer l'emploi et la rétention du personnel infirmier dans le système de santé. » [1]

Nombre de cas à l'échelle mondiale

En date du 11 avril, les statistiques mondiales sur la pandémie de la COVID-19 telles que rapportées par Worldometer étaient les suivantes :

Nombre total de cas signalés: 1 760 584 (4 avril: 1 132 017)

- dossiers actifs: 1 257 555 (4 avril: 835 784)

- dossiers fermés: 509 797 (4 avril: 296 233)

Décès: 101 485 (4 avril: 60 331)

Rétablis: 395 404 (4 avril: 235 902)

Il y a eu 94 625 nouveaux cas du 9 au 10 avril. Cela se compare à l'augmentation sur une journée du 3 au 4 avril de 84 821.

La maladie était présente dans 210 pays et territoires. Parmi ceux-ci, 83 avaient moins de 100 cas, en comparaison au 4 avril, où la maladie était présente dans 205 pays et territoires, avec 85 pays ayant moins de 100 cas.

Les cinq pays avec le plus grand nombre de cas 11 avril sont notés ci-dessous, accompagnés du nombre de cas et de décès par million d'habitants, qui permettent une comparaison plus directe entre les pays, ainsi que des chiffres de la semaine précédente du 4 avril :

États-Unis : 521 714 (473 070 actifs; 28 580 rétablis; 20 064 décès)

- 1 519 cas par million d'habitants; 57 décès par million d'habitants

- 4 avril: 277 533 (257 847 actifs; 12 283 rétablis; 7 403 décès)

Espagne : 158 273 (86 524 actifs; 55 668 rétablis; 16 801 décès)
- 3 385 cas par million; 344 décès par million
- 4 avril: 124 736 (78 773 actifs; 34 219 rétablis; 11 744 décès)

Italie : 147 577 (98 273 actifs; 30 455 rétablis; 18 849 décès)
- 3 605 cas par million; 302 décès par million
- 4 avril: 119 827 (85 388 actifs; 19 758 rétablis; 14 681 décès)

France : 124 869 (86 740 actifs; 24 932 rétablis; 13 197 décès)
- 1 913 cas par million; 202 décès par million
- 4 avril: 82 165 (61 650 actifs; 14 008 rétablis; 6 507 décès)

Allemagne : 122 171 (65 522 actifs; 53 913 rétablis; 2 736 décès)
- 1 458 cas par million; 33 décès par million
- 4 avril: 91 159 (65 309 actifs; 24 575 rétablis; 1 275 décès)

Les États-Unis restent le pays avec le plus grand nombre de cas pour la troisième semaine consécutive, tandis que la semaine dernière, la France a dépassé l'Allemagne pour le quatrième plus grand nombre de cas. Malgré la situation aux États-Unis, l'Europe reste la région la plus touchée, avec 820 109 cas (553 264 actifs ; 196 782 guérisons ; 70 063 décès).

Les cas dans les cinq principaux pays par région

En Europe le 11 avril, les cinq pays avec le nombre le plus élevé de cas rapportés étaient :

Espagne: 158 273 (86 524 actifs; 55 668 rétablis; 16 801 décès)
- 3 385 cas par million; 344 décès par million
- 4 avril: 124 736 (78 773 actifs; 34 219 rétablis; 11 744 décès)

Italie: 147 577 (98 273 actifs; 30 455 rétablis; 18 849 décès)
- 3 605 cas par million; 302 décès par million
- 4 avril: 119 827 (85 388 actifs; 19 758 rétablis; 14 681 décès)

France: 124 869 (86 740 actifs; 24 932 rétablis; 13 197 décès)
- 1 913 cas par million; 202 décès par million
- 4 avril: 82 165 (61 650 actifs; 14 008 rétablis; 6 507 décès)

Allemagne: 122 171 (65 522 actifs; 53 913 rétablis; 2 736 décès)
- 1 458 cas par million; 33 décès par million
- 4 avril: 91 159 (65 309 actifs; 24 575 rétablis; 1 275 décès)

Royaume-Uni: 73 758 (64 465 actifs; 344 rétablis; 8 958 décès)
- 1 086 cas par million; 132 décès par million
- 4 avril: 38168 (34428 actifs; 135 rétablis; 3605 décès)

Le taux de nouveaux cas en Espagne a commencé à baisser. Le ministre de la Santé, Salvador Illa, a expliqué le 8 avril que le taux de nouveaux cas était de 15 % par jour il y a deux semaines, mais a baissé à 7 % la semaine suivante.[2] Il a attribué une augmentation du taux cette semaine à un arriéré de données régionales qui a maintenant été mis à jour, et a affirmé que l'Espagne a maintenant atteint le sommet de la courbe.

« Les données ont confirmé la stabilisation de la courbe, elle a été aplanie. Nous avons atteint le sommet et nous sommes dans une phase de ralentissement », a dit Illa, qui ajoute que les autorités

s'apprêtaient à mettre en oeuvre un plan de tests de masse pour examiner le niveau d'immunité de la COVID-19 dans la population, en commençant par 62 000 tests.

Fernando Simon, dirigeant du département de l'urgence de la santé publique de l'Espagne, a dit qu'à mesure que le pays s'approche de la fin de la première phase de confinement, la levée progressive des restrictions — qui doit commencer le 26 avril — représenterait de nouveaux défis. Bien que certaines libertés soient rétablies, le public devra tout de même rester vigilant et continuer de respecter les règlements rigoureux de distanciation sociale afin d'éviter la recrudescence du virus, a-t-il dit.

Bruce Aylward, le dirigeant de la mission de l'OMS en Espagne, a dit lors d'une vidéoconférence à Genève que la décision de son pays de confiner de façon intégrale sa population de près de 47 millions de personnes comme réponse à la pandémie avait été d'une grande inspiration, selon l'agence de nouvelle Euractiv le 8 avril. « Ce que j'ai vu en Espagne était d'un grand héroïsme », a-t-il dit, ajoutant qu'il s'agissait d'une « réponse à la fois extraordinaire et innovatrice ».

Aylward a souligné la « vitesse remarquable » de la propagation dans le pays. Au cours des premiers jours de la pandémie, vers la fin de février, l'Espagne avait eu seulement deux ou trois cas par jour, la plupart étant des touristes qui étaient en vacances dans les îles du pays. Moins de deux semaines plus tard, dans l'ensemble des 17 régions autonomes de l'Espagne, des cas se sont manifestés et le nombre d'infections a doublé chaque jour, a-t-il dit. Entre les 7 et 14 mars, les cas ont augmenté plus de vingt fois. Cependant, à la suite de la décision du premier ministre Pedro Sanchez d'imposer le confinement obligatoire au pays, ces chiffres ont commencé à baisser, passant de deux fois le nombre à chaque cinq jours à deux fois le nombre à chaque huit jours, a dit Aylward, ajoutant que « nous pouvons affirmer sur la base des données que cette propagation ralentira définitivement. »

En Italie, qui a fermé la plupart de ses entreprises le 12 mars, selon Euractiv, « les fermetures et les mesures de confinement complémentaires ont contribué à ralentir la propagation de la maladie qui a causé 17 669 décès dans tout le pays depuis février, le taux le plus élevé au monde.

« Le gouvernement italien évalue maintenant comment et quand alléger les mesures de distanciation sociale qui pour l'instant ont été prolongées jusqu'au 13 avril. »[3]

Le premier ministre italien Giuseppe Conte a dit le 9 avril que le gouvernement allait consulter les scientifiques pour examiner quelles entreprises et quelles usines devraient ouvrir en premier. « Si les scientifiques le confirment, nous pourrions peut-être commencer certaines mesures vers la fin du mois », a-t-il ajouté.

La pandémie a mis en lumière des divisions entre les pays les plus durement touchés comme l'Italie et l'Espagne en Europe du Sud, et d'autres membres sur la question de l'aide financière pour les entreprises et les travailleurs touchés par la pandémie. On affirme qu'un débat acrimonieux a éclaté lors d'une vidéoconférence de l'Eurogroupe le 8 avril, lorsque les Pays-Bas ont exigé que les nations s'engagent à des conditions économiques sévères si elles voulaient avoir droit à de l'aide. Le premier ministre Conte a dit : « Si nous ne saisissons pas l'occasion d'insuffler une nouvelle vie dans le projet européen, le danger d'échec est réel. »

Une autre caractéristique notable de ces statistiques est que le Royaume-Uni, tout en ayant un nombre absolu de cas et par million d'habitants inférieur, a un nombre absolu de décès et un nombre de décès par million relativement élevés.

En Eurasie le 10 avril :

Turquie : 42 282 (39 232 actifs ; 2 142 rétablis ; 908 décès)
- 501 cas par million ; 11 décès par million

- 4 avril : 20 921 (20 012 actifs ; 484 rétablis ; 425 décès)

Russie : 11 917 (11 028 actifs ; 795 rétablis ; 94 décès)

- 82 cas par million ; 0,6 décès par million

- 4 avril : 4 731 (4 355 actifs ; 333 rétablis ; 43 décès)

Azerbaïdjan : 991 (822 actifs ; 159 rétablis ; 10 décès)

- 98 cas par million ; 1 décès par million

- 4 avril : 521 (484 actifs ; 32 rétablis ; 5 décès)

Arménie : 937 (776 actifs ; 149 rétablis ; 12 décès)

- 316 cas par million ; 4 décès par million

- 4 avril : 770 (720 actifs ; 43 rétablis ; 7 décès)

Kazakhstan : 764 (697 actifs ; 60 rétablis ; 7 décès)

- 43 cas par million ; 0,5 décès par million

- 4 avril : 525 (484 actifs ; 36 rétablis ; 5 décès)

Les chiffres de cette semaine montrent que le nombre de cas a plus ou moins doublé en Turquie, en Russie et en Azerbaïdjan depuis le 4 avril. Malgré la situation de la Turquie, elle fournit une aide à plusieurs autres pays, dont le Liban, la Tunisie, le Royaume-Uni, la Macédoine, la Serbie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Macédoine du Nord et le Kosovo, rapporte l'agence Anadolu.

En Asie occidentale le 10 avril :

Iran : 68 192 (28 495 actifs ; 35 465 rétablis ; 4232 décès)

- 812 cas par million ; 50 décès par million

- 4 avril : 55 743 (32 555 actifs ; 19 736 rétablis ; 3 452 décès)

Israël : 9 968 (8 871 actifs ; 1 011 rétablis ; 86 décès)

- 1 166 cas par million ; 11 décès par million

- 4 avril : 7 589 (7 119 actifs ; 427 rétablis ; 43 décès)

Arabie saoudite : 3 287 (1 663 actifs ; 351 rétablis ; 25 décès)

- 105 cas par million ; 1 décès par million

- 4 avril : 2 039 (1 663 actifs ; 351 rétablis ; 25 décès)

Émirats arabes unis : 2 659 (2 408 actifs ; 239 rétablis ; 12 décès)

- 302 cas par million ; 1 décès par million

- 4 avril : 1 264 (1 147, 62 rétablis ; 9 décès)

Qatar : 2 376 (2 164 actifs ; 206 rétablis ; 6 décès)

- 872 cas par million ; 2 décès par million

- 4 avril : 1075 (979 actifs ; 93 rétablis ; 3 décès)

Le 23 mars, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a appelé à un cessez-le-feu dans tous les conflits mondiaux pour endiguer la pandémie. Il y a eu un appel à l'arrêt des combats au Yémen deux jours plus tard.

L'Arabie saoudite, qui est l'agresseur dans cette guerre, a annoncé le 8 avril par une déclaration de l'agence officielle de nouvelles qu'elle instituait un cessez-le-feu unilatéral à compter du 9 avril pour une durée de deux semaines. Le porte-parole de l'armée saoudienne, le colonel Turki al-Malki, a dit que le cessez-le-feu pourrait être prolongé pour permettre à toutes les parties de « discuter de propositions, de mesures et de mécanismes pour un cessez-le-feu durable au Yémen.[4]

Le Yémen a rapporté un premier cas de COVID-19 le 10 avril.

En Asie du Sud le 10 avril :

Inde : 6 725 (5 879 actifs ; 620 rétablis ; 226 décès)

- 5 cas par million ; 0,2 morts par million

- 4 avril : 3 082 (2767 actifs ; 229 rétablis ; 86 morts)

Pakistan : 6 495 (5 702 actifs ; 727 rétablis ; 66 décès)

- 29 cas par million ; 0,3 mort par million

- 4 avril : 2708 (2537 actifs ; 130 rétablis ; 41 décès)

Afghanistan : 521 (474 actifs; 32 rétablis; 15 décès)

- 13 cas par million; 0,4 décès par million

- 4 avril: 299 (282 actifs; 10 rétabliss; 7 décès)

Bangladesh : 424 (364 actifs; 33 rétablis; 27 décès)

- 3 cas par million; 0,2 décès par million

- 4 avril: 70 (32 actifs; 30 rétabliss; 8 décès)

Sri Lanka : 190 (129 actifs; 54 rétablis; 7 décès)

- 9 cas par million; 0,1 décès par million

- 159 (129 actifs; 25 rétabliss; 5 décès)

Les chiffres provenant de l'Inde restent incompréhensibles, étant donné qu'il est le deuxième pays le plus peuplé du monde avec 1,3 milliard d'habitants. L'appauvrissement, les villes surpeuplées et le manque de soins de santé pour la grande majorité de la population, au milieu d'une offensive antisociale du gouvernement Modi, signifient que les conditions sont mûres pour une terrible épidémie. Un rapport du 6 avril de Reuters indique que les niveaux de test restent extrêmement bas : « Les responsables espèrent tester 20 000 personnes par jour d'ici la fin de la semaine, soit le double du taux actuel. Depuis que le premier cas indien a été confirmé le 30 janvier, l'Inde n'a effectué qu'un peu plus de 96 000 tests, ayant concentré ses efforts sur l'identification de ceux qui étaient entrés en contact avec des personnes testées positives. » À titre de comparaison, la Corée du Sud, qui a utilisé de nombreux tests pour lutter contre la pandémie et la maîtriser, à la mi-mars avait testé 270 000 personnes en deux mois.

L'Inde est sous confinement depuis le 24 mars. Le confinement devait initialement être levé le 14 avril, mais le 11 avril le gouvernement Modi a annoncé qu'il est prolongé indéfiniment.

Cependant, il n'a pas encore annoncé les mesures qui seront prises pour alléger les difficultés des millions de travailleurs appauvris à travers le pays déjà, dont la situation désastreuse ne fera que s'aggraver si des mesures appropriées ne sont pas prises.

Au Cachemire, qui est sous contrôle de sécurité par le gouvernement indien depuis août 2019, les conditions se sont aggravées pendant la pandémie, le personnel médical et les étudiants se plaignant d'une connectivité Internet limitée. L'accès à Internet a été rétabli en mars, mais l'accès haut débit est toujours interdit.

« Nous avons besoin d'Internet ininterrompu pour lutter contre le COVID-19. Nous sommes tenus de rester en contact avec l'OMS, les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies et l'Indian Council of Medical Research, et de télécharger leurs lignes directrices. Nous n'avons pas accès à beaucoup d'informations », a déclaré à Deutsche Welle le Dr Suhail Naik, président de l'Association des médecins du Cachemire.[5]

Les étudiants du Cachemire déclarent devoir faire face à de longs temps de téléchargement pour

leurs cours et se voient refuser la possibilité de participer à l'apprentissage via des activités interactives en ligne, contrairement à d'autres étudiants en Inde.

Au Bangladesh, les travailleurs ont été durement touchés par la pandémie. La fermeture des fabricants de vêtements en Asie, en Europe et en Amérique du Nord a eu de graves répercussions sur les travailleurs du textile dans des pays comme le Bangladesh. Le 19 mars, selon Reuters, les « marques de mode mondiales ont annulé ou reporté des commandes de l'ordre de 138 millions de dollars en raison du coronavirus. » « Plus de 100 usines du Bangladesh ont déjà perdu des commandes », selon Reuters.[6]

Reuters souligne que le Bangladesh est « le deuxième plus grand fournisseur de vêtements au monde après la Chine [et] est très dépendant des grandes marques de mode. L'industrie embauche plus de 4 millions de personnes, la plupart des femmes, et représente plus de 80 % des exportations de ce pays. »

Selon un rapport du 27 mars du Centre PennState pour les droits mondiaux des travailleurs, près d'un million de ces travailleurs ont maintenant été mis à pied.[7]

Selon les plus récents rapports du Bangladesh, quelques usines fabriquent maintenant de l'équipement de protection individuelle, lequel est en pénurie partout dans le monde. Cependant, les travailleurs de ces usines ont eux-mêmes dû débrayer en raison des mesures insuffisantes des employeurs pour arrêter la propagation du coronavirus.

En Asie du Sud-Est le 10 avril :

Malaisie : 4 346 (2 446 actifs ; 1 830 rétablis ; 70 décès)

- 134 cas par million ; 2 décès par million

- 4 avril : 3 483 (2 511 actifs ; 915 rétablis ; 57 décès)

Philippines : 4 076 (3 749 actifs ; 124 rétablis ; 203 décès)

- 38 cas par million ; 2 décès par million

- 4 avril : 3 094 (2 893 actifs ; 57 rétablis ; 144 décès)

Indonésie : 3 293 (2 761 actifs ; 252 rétablis ; 280 décès)

- 13 cas par million ; 1 décès par million

- 4 avril : 2 092 (1 751 actifs ; 150 rétablis ; 191 décès)

Thaïlande : 2 473 (1 427 actifs ; 1 013 rétablis ; 33 décès)

- 35 cas par million ; 0,5 décès par million

- 4 avril : 2 067 (1 435 actifs ; 612 rétablis ; 20 décès)

Singapour : 2108 (1444 actifs ; 492 rétablis ; 7 décès)

- 360 cas par million ; 1 décès par million

- 4 avril : 1 114 (826 actifs ; 282 rétablis ; 6 décès)

L'Indonésie, le quatrième pays le plus peuplé du monde (après la Chine, les États-Unis et l'Inde), a jusqu'à présent un très faible nombre de cas signalés, bien que des cas aient été signalés dans toutes les provinces. Alors que tous les citoyens ont été appelés par le ministère de la Santé à rester à la maison, seule la province la plus touchée de Jakarta a mis en oeuvre des mesures de distanciation sociale.

Aux Philippines, le président Rodrigo Duterte a déclaré le 1er avril qu'il autorisait la police et l'armée à recourir à la force meurtrière contre quiconque violerait les mesures pandémiques. « Sans ces restrictions, ça ne finira pas », a-t-il déclaré. « Donc, si vous ne voulez pas suivre, je vais vous achever ('I will finish you') pour protéger la vie des innocents qui ne veulent pas mourir. »

L'île de Luzon, dans le nord, est sous confinement depuis le 16 mars et il y a des confinements locaux en place à travers le pays. Une autre mesure prise par le gouvernement le 10 avril a été d'interdire aux professionnels de la santé de se rendre à l'étranger. L'ordonnance, émise par la Philippines Overseas Employment Administration stipule en partie que « l'interdiction vise à donner la priorité de l'allocation des ressources humaines au système national de santé au moment de l'état d'urgence nationale ». En 2018, les envois de fonds des Philippines d'outre-mer, estimés à 11 millions, représentaient 11 % du PIB du pays.

Un autre développement notable dans cette région a été le pic inattendu de 142 nouveaux cas à Singapour le 8 avril, après que le confinement semblait avoir stoppé la propagation de la maladie. Cela a suscité des inquiétudes quant aux mesures nécessaires à plus long terme pour empêcher que les flambées ne se reproduisent. Les plus récents cas semblent être la conséquence de conditions de vie inférieures à la norme pour les travailleurs migrants, rapportent les agences de presse. Le gouvernement dit qu'il va redresser la situation.

En Asie de l'Est le 10 avril :

Chine : 81 907 (1 160 actifs ; 77 370 rétablis ; 3 335 décès)
- 57 cas par million ; 2 décès par million
- 4 avril : 81 639 (1 558 actifs ; 76 755 rétablis ; 3 326 décès)

Corée du Sud : 10 450 (3 125 actifs ; 7 117 rétablis ; 208 décès)
- 204 cas par million ; 4 décès par million
- 10 156 (3 654 actifs ; 6 325 rétablis ; 177 décès)

Japon : 5 530 (4 746 actifs ; 685 rétablis ; 99 décès)
- 44 cas par million ; 0,8 décès par million
- 4 avril : 2 935 (2 352 actifs ; 514 rétablis ; 69 décès)

Taïwan : 382 (285 actifs ; 91 rétablis ; 6 décès)
- 16 cas par million ; 0,3 décès par million
- 4 avril : 355 (300 actifs ; 50 rétablis ; 5 décès)

Le Japon a eu une augmentation de près de 2 000 cas entre le 4 et le 10 avril, alors que d'autres pays de la région ont eu des augmentations d'environ 30 à 300 durant cette période. Le 8 avril, le premier ministre japonais Shinzo Abe déclarait un état d'urgence pour Tokyo et six autres préfectures japonaises ayant un taux élevé de cas, sur un total de 47 préfectures. Selon le Associated Press, « la pression sur Abe était énorme pour qu'il déclare l'état d'urgence après que le nombre de nouveaux cas à Tokyo a commencé à doubler à quelques jours d'intervalle à la fin de mars. La ville de 14 millions avait 1 339 cas en date de mercredi [8 avril], alors qu'il était de 600 la semaine précédente. Le Japon a ciblé les foyers d'infection et a entrepris des tests de dépistage sélectif pour le virus, une stratégie qui n'a pas réussi à ralentir sa propagation. Les experts ont évalué qu'un tiers des récents cas à Tokyo étaient liés aux clubs d'hôtesses et aux autres quartiers de divertissement nocturne où le repérage de foyers d'infection est difficile. Entretemps, les directives de travailler à distance et les autres formes de distanciation sociale n'ont pas été très respectées. »[8]

En Amérique du Nord le 11 avril:

États-Unis : 521 714 (473 070 actifs; 28 580 rétablis; 20 064 décès)
- 1 519 cas par million d'habitants; 57 décès par million d'habitants
- 4 avril: 277 533 (257 847 actifs; 12 283 rétablis; 7 403 décès)

Canada : 22148 (15566 actifs; 6013 rétablis; 569 décès)

- 587 cas par million; 15 décès par million
- 4 avril: 12 549 (10 019 actifs; 2 322 rétablis; 208 décès)

Mexique : 3 441 (2 614 actifs; 633 rétablis; 194 décès)
- 27 cas par million; 2 décès par million
- 4 avril: 1 688 (995 actifs; 633 rétablis; 60 décès)

Aux États-Unis, l'État de New York et la ville de New York en particulier sont les plus durement touchés par la pandémie. Au 11 avril, l'État de New York avait enregistré 180 458 cas à lui seul, dont 155 314 cas actifs et 8 627 décès. Le maire de New York, Bill de Blasio, a déclaré le 8 avril qu'il est probable que le nombre de morts dans la ville soit en fait beaucoup plus élevé, car de nombreuses personnes décèdent à la maison plutôt qu'à l'hôpital, et que les taux de mortalité qui ont augmenté pendant la pandémie de l'ordre de 100 à 200 personnes par jour sont probablement causés par le coronavirus.

Dans la région métropolitaine de Détroit, qui a été identifiée comme un « point chaud » majeur de la pandémie, plus de 2 000 personnes travaillant dans le secteur de la santé auraient été testées positives ou présentant des symptômes compatibles avec COVID-19. La situation a créé beaucoup d'anxiété et de colère.

L'hôpital Henry Ford a annoncé le 8 avril que plus de 700 de ses 31 000 employés avaient été testés positifs pour COVID-19 sur ses cinq campus à Detroit et dans sa banlieue. Un porte-parole des huit sites du réseau de l'hôpital Beaumont a déclaré le 6 avril que 1 500 de leurs employés, dont 500 infirmières, présentaient des symptômes compatibles avec COVID-19. Les infirmières travaillant à Beaumont ont publié leur propre déclaration au cours de la semaine du 6 avril exigeant un équipement de protection individuelle supplémentaire, une rémunération supplémentaire, des tests et des dépistages gratuits et réguliers, des allocations de logement et l'embauche de personnel supplémentaire. [9]

L'incohérence, l'inconséquence et l'esprit partisan intéressé continuent d'être le facteur qui mine les mesures visant à contenir l'épidémie. Par exemple, le 7 avril, au milieu d'une ordonnance de confinement à domicile dans tout l'État, le Wisconsin a tenu son vote pour les primaires, en utilisant le vote en personne. L'ordonnance de confinement à domicile a été émise par le gouverneur démocrate Tony Evers. Cependant, la législature de l'État, dominée par les républicains, est allée de l'avant et a approuvé le vote en personne. En conséquence, quelque 7 000 agents du bureau de scrutin ont refusé de faire voter aux bureaux de scrutin par crainte de leur santé et de leur sécurité, et de nombreux bureaux de scrutin ont dû fermer. *Time Magazine* a rapporté que dans la semaine précédant les élections, « il y avait, au moins, 1 119 439 demandes de vote par correspondance- cinq à dix fois plus que l'État n'a jamais eu à traiter. Et seulement quelques jours avant les primaires, des dizaines de milliers de résidents n'avaient pas reçu leur bulletin de vote par correspondance.

« Initialement, un tribunal de district a accordé une prolongation de six jours sur la date à laquelle les bulletins de vote pouvaient être reçus par les responsables des élections de l'État. Mais le soir du 6 avril, les républicains du Wisconsin ont cherché à renverser cette décision, essentiellement en mettant au défi les électeurs craintifs de se présenter au bureau de vote malgré la présence du coronavirus mortel. Dans une décision partagée de 4 contre 2, la Cour suprême du Wisconsin a statué qu'Evers n'avait pas le pouvoir de déplacer le jour de l'élection. Ensuite, les cinq juges conservateurs de la Cour suprême des États-Unis ont décidé que les bulletins de vote par correspondance, malgré le fait que des milliers n'avaient pas encore été reçus par les électeurs, devaient encore être oblitérés le jour du vote pour les primaires, soit le 7 avril. »[10]

Le *Milwaukee Journal Sentinel* a rapporté que le 6 avril, « la secrétaire du Département des

services de santé du Wisconsin, Andrea Palm, a déclaré que le vote en personne augmenterait 'sans aucun doute' le nombre total de cas et 'qu'une augmentation du nombre de cas dans le Wisconsin entraînerait davantage de décès.'

« Dans de nombreuses banlieues et zones rurales, les files d'attente n'étaient pas trop longues. Mais dans les comtés de Milwaukee, Waukesha et Dane, les lignes s'étalaient sur les trottoirs et autour des blocs, mettant fin à toute possibilité de distanciation sociale. Dans la ville de Milwaukee, les électeurs se sont alignés pour des heures à l'un des cinq « centres de vote » consolidés au lieu des 180 petits sites de quartier que les électeurs utilisent normalement. »[11]

Molly McGrath, stratège de la campagne sur les droits de vote à l'American Civil Liberties Union, a décrit la décision d'autoriser la « suppression sur stéroïdes des électeurs », ajoutant : « L'essentiel, c'est que personne ne devrait pas avoir à choisir entre protéger sa santé et protéger son droit de vote. » [12]

En Amérique centrale et dans les Caraïbes le 10 avril :

Panama : 2 752 (2 670 actifs ; 16 rétablis ; 66 décès)
- 638 cas par million ; 15 décès par million
- 4 avril : 1 673 (1 622 actifs ; 10 rétablis ; 41 décès)

République dominicaine : 2 620 (2 396 actifs ; 98 rétablis ; 126 décès)
- 242 cas par million ; 12 décès par million
- 4 avril : 1 488 (1 404 actifs ; 16 rétablis ; 68 décès)

Costa Rica : 539 (506 actifs ; 30 rétablis ; 3 décès)
- 106 cas par million ; 0,6 décès par million
- 4 avril : 416 (403 actifs ; 11 rétablis ; 2 décès)

Cuba : 565 (498 actifs ; 51 rétablis ; 15 décès)
- 50 cas par million ; 1 décès par million
- 4 avril : 269 (248 actifs ; 15 rétablis ; 6 décès)

Honduras : 382 (352 actifs ; 7 rétablis ; 23 décès)
- 39 cas par million ; 2 décès par million
- 4 avril : (264 ; 3 rétablis ; 15 morts)

En Amérique du Sud le 10 avril :

Brésil : 18 397 (17 250 actifs ; 173 rétablis ; 974 décès)
- 87 cas par million ; 5 décès par million
- 4 avril : 9 216 (8 724 actifs ; 127 rétablis ; 365 décès)

Équateur : 7 161 (4 354 actifs ; 339 rétablis ; 272 décès)
- 406 cas par million ; 17 décès par million
- 4 avril : 3 368 (3 158 actifs ; 65 rétablis ; 145 décès)

Chili : 6 501 (4 865 actifs ; 1 571 rétablis ; 65 décès)
- 340 cas par million ; 3 décès par million
- 4 avril : 3 737 (3 288 actifs ; 427 rétablis ; 22 décès)

Pérou : 5 897 (4 159 actifs ; 1 569 rétablis ; 169 décès)
- 179 cas par million ; 5 décès par million
- 4 avril : 1595 (997 actifs ; 537 rétablis ; 61 décès)

Colombie : 2 223 (1 980 actifs ; 174 rétablis ; 69 décès)
- 44 cas par million ; 1 décès par million
- 4 avril : 1 409 (1 289 actifs ; 88 rétablis ; 32 décès)

Dans cette région cette semaine, le nombre de cas dans les pays sur la liste ci-haut a plus que doublé depuis le 4 avril, tandis qu'au Pérou le nombre de cas a augmenté par plus de quatre fois. En Équateur, il y a eu un pic en une journée amenant 2 196 nouveaux cas entre les 9 et 10 avril.

Entretemps, le Venezuela, en dépit des sanctions des États-Unis, continue de façon remarquable à protéger son peuple contre la pandémie. Il y a seulement 171 cas dépistés au pays, dont 78 sont actifs, avec 84 guérisons et 9 décès. Du 6 au 7 avril, un seul nouveau cas a été dépisté. Suite à ce résultat, le président Nicolas Maduro a donné la directive à ce que toute personne ayant été infectée et en isolement à la maison soit hospitalisée, une autre mesure visant à empêcher la propagation communautaire.

« Nous avons réussi à contenir la pandémie. Dans la situation actuelle, nous pouvons hospitaliser tous les cas et les isoler à l'hôpital. Ce n'est pas la même chose d'être à la maison avec la possibilité d'infecter un conjoint, une conjointe, un frère, une soeur ou un enfant, plutôt que d'être en isolement dans un hôpital ou une clinique et d'être sous observation médicale 24 heures sur 24 », a-t-il dit. Il a ajouté que le Venezuela a 23 500 lits d'hôpitaux.[13]

À ce moment-ci, la courbe de la propagation s'est aplanie au Venezuela, alors qu'au pic de la pandémie, le 5 avril, il y a eu 100 cas actifs.

En Afrique le 10 avril :

Afrique du Sud : 2 003 (1 569 actifs; 410 rétablis; 24 décès)
- 34 cas par million; 0,4 décès par million
- 4 avril: 1505 (1401 actifs; 95 rétablis; 9 décès)

Algérie : 1761 (1100 actifs; 405 rétablis; 256 décès)
- 40 cas par million; 6 décès par million
- 4 avril: 1 171 (1 004 actifs; 62 rétablis; 105 décès)

Égypte : 1 699 (1 233 actifs; 348 rétablis; 118 décès)
- 17 cas par million; 1 décès par million
- 4 avril: 985 (979 actifs; 216 rétablis; 66 décès)

Maroc : 1 448 (1 168 actifs; 109 rétablis; 97 décès)
- 39 cas par million; 3 décès par million
- 4 avril: 844 (735 actifs; 59 rétablis; 50 décès)

Cameroun : 820 (710 actifs; 54 rétablis; 12 décès)
- 31 cas par million; 2 décès par million
- 4 avril: 509 (484 actifs; 17 rétablis; 8 décès)

En Océanie le 10 avril :

Australie : 6 328 (3 043 actifs; 3 141 rétablis; 54 décès)
- 245 cas par million; 2 décès par million
- 4 avril: 5 550 (4 935 actifs; 585 rétablis; 30 décès)

Nouvelle-Zélande : 1 239 (921 actifs; 317 rétablis; 1 décès)

- 266 cas par million; 0,4 décès par million
- 4 avril: 950 (822 actifs; 127 rétablis; 1 mort)

Guam : 128 (4 décès)
- 4 avril: 112 (4 décès)

Polynésie française : 51
- 182 par million
- 4 avril: 51

Nouvelle-Calédonie : 18 (17 actifs; 1 récupéré)

Notes

1. « Discours du Directeur général de l'OMS à l'occasion de la Journée mondiale de la santé-19 », who.int, 7 avril 2020.
2. « Spain sees uptick in daily COVID-19 cases, deaths and recoveries », euroefe.es, 9 avril 2020.
3. « Italy PM warns virus puts EU project at stake », Euractiv, 9 avril 2020.
4. « Saudi Arabia announces ceasefire in Yemen amid COVID-19 pandemic », Maggie Michael and Ahmed Al-Haj, Associated Press, 8 avril 2020.
5. « COVID-19 crisis prolongs Kashmir lockdown », Dharvi Vaid, *Deutsche Welle*, 10 avril 2020.
6. « Job cut fears as fashion brands slash orders in Bangladesh with coronavirus », Naimul Karim, Reuters, 19 mars 2020.
7. « Abandoned ? The Impact of Covid-19 on Workers and Businesses at the Bottom of Global Garment Supply Chains », PennState Center for Global Workers' Rights, 27 mars 2020.
8. « Japan declared a state of emergency, but it's no lockdown. So what is it ? », Mari Yamaguchi, Associated Press, 8 avril 2020.
9. « Republicans Could Use the Coronavirus to Suppress Votes Across the Country. This Week We Got a Preview », Carol Anderson, *Time*, 8 avril 2020.
10. « Republicans Could Use the Coronavirus to Suppress Votes Across the Country. This Week We Got a Preview », Carol Anderson, *Time*, 8 avril 2020.
11. « In-person voting was likely a 'disaster' for Wisconsin's efforts to flatten coronavirus curve, national experts say », Devi Shastri, *Milwaukee Journal Sentinel*, 8 avril 2020.
12. « 'Voter suppression on steroids' : Wisconsin's decision to hold the state's in-person primary amid the COVID-19 pandemic will suppress voters, advocates warn », Connor Perrett, *Business Insider*, 7 avril 2020.
13. « Venezuela Registers a Single New Case for COVID-19 in 24 Hours », teleSUR, 7 avril 2020.

